

# PROJET D'AIDE A LA FORMATION DES JOURNALISTES GUINEENS

MISSION EXPLORATOIRE ET 1ERE SESSION – 10-17 MARS 2007

## **Participants :**

- Pascale Vanneaux (responsable de France Guinée Coopération)
- Christine Cognat (journaliste, Club de la Presse de Lyon)
- Jean-Paul Savart (journaliste France 3 Rhône-Alpes-Auvergne, Club de la Presse de Lyon, président de la section Rhône-Alpes de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (USJSF)).

## **Objectifs :**

Répondre à la demande des autorités guinéennes d'aider d'une part à la mise en place de la formation initiale des journalistes au sein de l'Institut supérieur d'Information et de Communication (ISIC) nouvellement créé à Conakry, d'autre part au perfectionnement de journalistes déjà en activité par la création d'ateliers de déontologie, de pratique professionnelle et d'écriture journalistique.

Ce projet de formation continue s'adresse aussi bien aux journalistes des médias publics (Radio Télévision guinéenne, quotidien *Horoya*) qu'à ceux de la presse privée (une quarantaine de titres dont une dizaine paraît régulièrement). Il est à l'initiative du Conseil national de la communication (CNC) de Guinée mais son organisation est entièrement confiée au tout nouveau Club de la presse de Conakry.

Cette mission exploratoire doit permettre de rencontrer les journalistes guinéens afin d'évaluer leurs besoins, d'analyser les liens entre l'ISIC et l'Institut de Communication (ICOM) de l'Université Lyon 2 qui ont signé en juin 2006 une convention de partenariat et d'échanges, de conforter le projet de jumelage entre les clubs de la presse de Lyon et de Conakry et de faire le point sur la liberté de la presse avec **Souleymane Diallo**, rédacteur en chef du journal satyrique *Le Lynx* et représentant de Reporters sans frontières en Guinée.

## **Le contexte :**

Après deux mois de grève générale (janvier-février 2007), des manifestations sanglantes (sans doute plus de 300 morts et des centaines de blessés), l'instauration d'un état de siège de dix jours entraînant un black-out de l'information (interdiction d'émettre pour RFI, saccage des locaux de Radio Liberté et arrestation de ses deux journalistes, reportages censurés de RTG2, impossibilité d'accéder aux locaux de RTG1, fermeture des rédactions par crainte des représailles, non-parution des journaux suite à l'arrêt des imprimeries), les journalistes ont repris le travail dans l'attente de la nomination du nouveau gouvernement, trois semaines après celle du premier ministre Lansana Kouyaté. Pendant notre séjour sont publiés l'arrêté dissolvant l'ancien gouvernement et celui indiquant la liste des ministères... sans le nom des ministres. C'est ainsi que le ministre de l'Information Boubacar Yacine Diallo, qui a porté le projet en tant que président du CNC, nous signe mercredi un laissez-passer afin d'accéder au ministère et à la RTG2, avant de quitter les lieux jeudi.

## **Nos actions :**

Cette mission exploratoire, riche en rencontres et en discussions, s'est transformée en « projet-action » afin de répondre à l'impatience des journalistes guinéens. Dès notre arrivée, nous rencontrons **Bangaly Camara**, directeur de l'ISIC, **Fofana Mory**, directeur du journal *Le National*, secrétaire général de l'Association guinéenne des éditeurs de la presse indépendante (AGEPI), très active, et secrétaire général du Club de la presse, ainsi que **Saran Touré**, journaliste, directrice-adjointe de l'information au ministère et présidente du bureau provisoire du Club de la presse.

*Le Club de la presse de Conakry a été créé officiellement en décembre 2006 par quelques volontaires. Ses responsables ont donc été désignés parmi eux en attendant que soient organisées des élections, en principe avant la fin de l'année. Il est actuellement hébergé au sein du CNC mais sera installé dans la future Maison de la Presse en cours de construction. Nous expliquons le fonctionnement de Club de la Presse de Lyon. Nos interlocuteurs sont vite convaincus qu'ils doivent faire de leur club un lieu de débats (par exemple sur l'indépendance et la responsabilité des journalistes durant l'état de siège) et une structure pouvant inviter à des rendez-vous ponctuels les décideurs politiques et économiques du pays, peu portés sur la communication. Contrairement aux journalistes occidentaux qui croulent sous l'information, les journalistes guinéens se battent contre la rétention d'information, source des plus folles rumeurs... souvent invérifiables.*

Tous insistent pour que la formation démarre tout de suite. Il est donc décidé de partager la semaine entre des cours à l'ISIC pour les étudiants de 1<sup>e</sup> année lundi, et pour ceux de 4<sup>e</sup> année vendredi. Les mardi, mercredi et jeudi seront consacrés aux ateliers de déontologie, de pratiques professionnelles et d'écriture journalistiques pour les journalistes en activité.

### **Lundi et vendredi :**

Journées de formation à l'Institut supérieur d'Information et de Communication (ISIC).

*L'ISIC est situé un peu avant le « km 36 », à une heure de route de Kaloum (extrémité de la presqu'île de Conakry) dans un immeuble neuf, don de la Fondation de la « 2<sup>e</sup> dame », i-e la 2<sup>e</sup> femme du président Lansana Conté. Mais il ne dispose d'aucun matériel, en particulier ni caméra ni banc de montage pour l'enseignement TV. Une petite bibliothèque qu'il faudrait étoffer. Un studio radio devrait être prochainement installé.*

*L'institut compte 378 étudiants : 300 en 1<sup>e</sup> année (ils sont admis après le bac sur dossier) et 78 en 4<sup>e</sup> année (ils ont fait trois ans dans la filière journalisme de la fac de Lettres, transférée depuis octobre dernier à l'ISIC). Comme l'ISIC reprend tout à zéro, il n'y a ni 2<sup>e</sup>, ni 3<sup>e</sup> années. Ils viennent de tout le pays et même de l'étranger. Ils vivent dans « la famille » ou partagent un logement à plusieurs dans le quartier. Les cours sont dispensés par des journalistes professionnels et/ou en poste au ministère de l'information, eux-mêmes formés dans des écoles de journalisme des pays de l'ex-Union soviétique ou au Maroc.*

*L'enseignement est public, donc gratuit.*

Les 300 étudiants de 1<sup>e</sup> année sont répartis dans deux classes, assis à trois sur une chaise. Environ 30% de jeunes filles. La première année est commune aux étudiants des deux filières mais ensuite, la moitié d'entre eux sera orientée en communication, l'autre moitié en information. Ils sont très attentifs, très motivés, posent de bonnes questions. Nous leur expliquons en quoi consiste le journalisme, la différence entre communicants et journalistes, les bases de la déontologie... Ils ne veulent plus nous laisser partir !

Les 78 étudiants de 4<sup>e</sup> année sont également répartis en deux groupes. Christine Cognat donne un cours théorique de presse écrite (les différents genres journalistiques) et Jean-Paul Savart un cours théorique de TV, puis on intervertit les groupes. Là aussi, les étudiants se montrent très intéressés. Ils doivent être opérationnels dès la fin de leurs études en juillet, mais ils manquent visiblement de connaissances.

*A l'issue de ce survol, le directeur Bangaly Camara, entouré du directeur des études et de quelques professeurs, nous fait part de ses desiderata : il a besoin de documents, de livres, de matériel audiovisuel, et plus que tout, de la venue de journalistes français qui pourraient passer une semaine à l'ISIC pour une formation intensive et concrète. Ils seraient logés et nourris par l'Institut. Il suffirait de trouver l'argent pour les billets d'avion. Nous lui demandons de nous envoyer le programme des cours afin de ne pas interférer avec l'enseignement professoral.*

### **Mardi, mercredi et jeudi :**

Ateliers de déontologie, de pratiques professionnelles et d'écriture journalistique pour les journalistes en activité.

Ces ateliers se déroulent dans l'enceinte du ministère de l'Information, dans un « centre de formation » mis à la disposition de la presse publique et privée. Surprise : il est équipé de cinq ordinateurs tout neufs dotés de logiciels audio et installés par RFI dans le cadre d'un projet de formation des journalistes de radio à la suite de la libéralisation des ondes. Malheureusement, il n'y a pas de connexion Internet.

Le premier jour, quinze journalistes sont présents : dix de la presse privée, cinq de la presse publique. La plupart des titres sont représentés : *La Croisade-Le Mirage*, *L'Enquêteur*, *La Nouvelle Tribune*, *Horoya* (« La liberté », organe d'Etat), *L'Economiste*, *Le Lynx- La Lance*, *Le Diplomate*, *La Guinée Actuelle*, *Solidarité*, *L'Indépendant*, *Le National*, *Guinée Soir*, mais également *l'Agence guinéenne de presse*.

*La diversité des titres reflète la soif d'indépendance des éditeurs et des journalistes mais également l'apparente volonté du gouvernement, en dépit de son image très dégradée, de favoriser une presse libre. Celle-ci bénéficie de subventions publiques, cependant très insuffisantes. Par exemple, celle accordée à l'hebdomadaire *Le Lynx*, journal satyrique célèbre dans toute l'Afrique de l'Ouest, suffit à peine à payer le papier de deux numéros.*

*Faute de rotative, les journaux sont imprimés dans des imprimeries et leur parution ne peut être qu'hebdomadaire, bimensuelle ou mensuelle. La presse publique (*Horoya*) n'est pas mieux lotie. Depuis deux mois, *Horoya* est passé à un rythme quotidien (les articles sont apportés à 18 h à l'imprimerie qui fonctionne toute la nuit) mais le coût du papier est tellement élevé qu'il va revenir à une formule bi-hebdomadaire, selon le ministre de l'Information.*

*Une rapide visite dans les rédactions (*RTG2*, *Horoya*, *Le Lynx*) nous permet de constater le dénuement extrême auquel les journalistes doivent faire face : pas de bloc-notes, pas de stylos, peu d'ordinateurs (excepté au *Lynx*), aucune documentation, pas de dictionnaires, et bien entendu, pas de dépêches, ni de communiqués de presse, encore moins de dossiers de presse. On est loin du joyeux fouillis qui règne dans nos rédactions françaises ! D'ailleurs, les salles de rédaction sont rares : la plupart des journalistes travaillent chez eux.*

*Il faut savoir que les journalistes sont très mal payés (200 000 francs guinéens par mois, soit 30 euros) ...quand ils sont payés. Ils doivent fournir eux-mêmes leur matériel de travail (une cassette TV coûte 30 000 francs guinéens, soit 4,50 euros). Ils paient leur essence et leur téléphone portable, se déplacent en taxi collectif... Aussi sont-ils rémunérés le plus souvent « au reportage » par ceux-là même qu'il suivent (généralement un ministre).*

Les jours suivants, plusieurs confrères nous rejoignent librement : le tam-tam a fonctionné. Au total, ils seront plus d'une vingtaine à participer aux ateliers. Comme les étudiants, ils se montrent très concentrés, avides de connaissances. Le premier jour, nous parlons déontologie et écriture, le deuxième nous abordons les genres journalistiques et choisissons avec eux un sujet d'enquête (ils partent l'après-midi en reportage), le troisième, ils analysent les papiers des confrères : très formateur ! Jean-Paul Savart encadre une équipe de la RTG2, au départ un peu réticente, puis enthousiaste. Elle réalise plusieurs reportages sur notre action.

*La RTG2, seconde chaîne de TV publique nouvellement créée, est localisée dans les anciens locaux de la télévision, tandis que la RTG1 a émigré en périphérie, dans un bâtiment magnifique construit et offert par la Chine... en échange d'un vote favorable aux Jeux Olympiques de Pékin. Les deux chaînes émettent sur le même canal, à tour de rôle, mais ne partagent ni l'information, ni le matériel. Les personnels de la RTG2 travaillent dans des conditions acrobatiques (deux caméras, pas de preneur de son, un banc de montage obsolète, pas de mixage) mais réussissent quand même à sortir miraculeusement chaque soir un journal, qui est très regardé.*

Au-delà de la formation proprement dite, ces ateliers permettent pour la première fois aux journalistes guinéens de se retrouver ensemble autour des mêmes problèmes, de partager leur expérience et de débattre de sujets sensibles, par exemple le rôle de la télévision pendant les événements. Sous nos yeux commencent à se dessiner les pourtours d'une réelle confraternité qui pourrait s'exprimer au sein du Club de la presse.

Chaque exercice est l'occasion de leur rappeler les règles déontologiques et les bases du métier, de leur montrer qu'ils constituent un réel contre-pouvoir et qu'ils doivent en user à bon escient, qu'ils doivent avant tout être crédibles s'ils veulent défendre la liberté d'expression. En trois jours seulement, nous pouvons constater que la « leçon » a porté ses fruits et qu'ils « voient » leurs articles différemment. Toutes nos craintes d'apparaître comme des professeurs et non des confrères sont tombées. Les échanges ont été enrichissants pour eux comme pour nous. Nous avons beaucoup appris et beaucoup reçu.

### **Soutien à l'association des journalistes de sport :**

Mercredi, Jean-Paul Savart, président de la section Rhône-Alpes de l'union syndicale des journalistes sportifs français (USJSF), se rend officiellement à la RTG1 pour rencontrer **Amadou Diouldé Diallo**, président de l'association guinéenne des journalistes de sport. Il a été mandaté pour jeter les bases d'une coopération entre les deux organisations et remettre à l'association guinéenne dix ordinateurs offerts par la section R-A de l'USJSF. Malheureusement, en raison de la situation précaire dans le pays, les ordinateurs n'ont pu être sortis de leur container. Ce sera fait lors de la prochaine mission.

### **Identification des besoins :**

Les journalistes guinéens font preuve d'une grande pudeur. Ils ne nous ont rien demandé... si ce n'est de revenir et de renouveler cette expérience, sur quinze jours si possible. La semaine a en effet passé trop vite : nous n'avons pas eu le temps de les suivre en reportage (excepté l'un d'entre eux au Musée national de Guinée, dans un état d'abandon effrayant), ni de corriger leurs papiers. Nous le ferons par courrier électronique. Internet permet en effet de prolonger ces échanges, même si son accès n'est pas toujours facile. La formule de cours à l'ISIC et d'ateliers pour les journalistes en activité semble faire l'unanimité. Il faudrait cependant mieux cibler les lacunes et procéder sans doute par modules thématiques. Pour les prochains ateliers, il faudrait être plus nombreux : quatre journalistes français au minimum.

Néanmoins, nous avons apporté pour le Club de la Presse de Conakry du petit matériel offert par nous-mêmes, ainsi que par le Club de la presse de Lyon, Le Progrès et France 3 Rhône-Alpes-Auvergne (papier, stylos, livres, dictionnaires, documentation...), un don qui a été très bien accueilli. Jean-Paul Savart va essayer de trouver du matériel réformé ou d'occasion pour l'ISIC (banc de montage, caméra, cassettes).

### **Les pistes de financement :**

A l'initiative de **Saran Touré**, présidente du Club de la Presse, nous avons été reçus par **Gilles Martin**, attaché de Coopération à l'ambassade de France, et par **Alyette Chateauminois**, responsable des médias. Il apparaît que notre projet entre parfaitement dans le cadre des « actions suggérées » lors d'une concertation sur « la place des médias dans un état de droit », organisée à Conakry à l'automne dernier. La Guinée fait en outre partie de la « zone de solidarité prioritaire » (ZSP) et des pays pilotes où le dossier est instruit sur place, à l'ambassade.

Le ministère pourrait nous aider, à condition de répondre aux critères suivants : le projet doit être porté par une association non gouvernementale existant depuis plus de trois ans (c'est le cas du Club de la presse de Lyon), il doit s'inscrire dans le développement durable et nos interlocuteurs doivent relever de la société civile (par exemple, le Club de la Presse de Conakry, l'Association guinéenne des éditeurs de la presse indépendante-AGEPI et l'association des journalistes de sport de Guinée)..

### **Conclusion :**

La demande est réelle, les besoins immenses, les journalistes enthousiastes... il ne faut pas les décevoir !

**Merci à nos deux sponsors : Le Crédit Agricole Centre-Est et la section Rhône-Alpes de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France qui nous ont permis de mener notre première mission.**

